

Macédoine : la justice s'acharne contre le journaliste Tomislav Kežarovski

[Courrier des Balkans](#) | De notre correspondante à Skopje | mardi 20 janvier 2015

Mardi 20 janvier, les associations de journalistes de Macédoine organisent un rassemblement devant la Cour d'appel de Skopje pour exiger la libération immédiate de Tomislav Kežarovski, condamné à deux ans de prison pour avoir, selon la justice, dévoilé l'identité d'un témoin protégé. Pour beaucoup, cette peine est surtout un avertissement lancé par le pouvoir aux médias trop curieux.

Par Jacqueline Bisson (avec *Utrinski Vesnik*)



Vendredi 16 janvier, la Cour d'appel de Skopje a condamné le journaliste Tomislav Kežarovski à deux ans de prison. A l'origine, ce dernier avait été condamné à une peine de quatre ans et demi d'incarcération pour avoir [dévoilé l'identité d'un témoin protégé](#). Les mois déjà passés en détention et en résidence surveillée sont décomptés de sa peine, il ne le lui reste donc plus que trois mois à purger.

Dernière minute : Tomislav Kežarovski a été « mis en liberté sur parole » pour raisons de santé ce mardi matin, à la demande du directeur de la prison. Le condamné a donc pu prendre part au rassemblement de ce midi.

Ce verdict a été unanimement dénoncé par les syndicats de journalistes de Macédoine et par diverses organisations non-gouvernementales pour la protection des droits de l'homme. Dès l'annonce du jugement, l'Association des journalistes et l'Union indépendante des journalistes de Macédoine se sont rassemblées devant la Cour d'Appel pour exprimer leur colère. Les manifestants brandissaient des affiches « Je suis Kežarovski ».

De son côté, la *Fédération européenne des journalistes*, par la voix de son président, Mogens Blicher Bjerregård, a déclaré que cette condamnation était « une honte pour la Macédoine ». L'association a

exprimé sa préoccupation sur la situation des journalistes dans le pays.

De son côté, le Comité Helsinki estime que la procédure pénale n'a pas été respectée dans cette affaire. En effet, le verdict aurait dû être rendu en mars 2014, mais dix mois de plus ont été nécessaires. Ce délai a entraîné une détention inutile de 19 mois pour le journaliste.

Le Centre pour le développement des médias et l'ONG Infocentre estiment que la « décision de la Cour d'appel est une menace directe pour les journalistes, la liberté d'expression et la liberté des médias en Macédoine ». Ils réclament que la Cour suprême libère, dès que possible, le journaliste.

Pour Reporters sans frontières, cette décision est totalement absurde, dans la mesure où le seul tort de Kežarovski est d'avoir fait son travail et d'avoir critiqué le gouvernement. Pour la représentante de l'OSCE pour la liberté des médias, Dunja Mijatovic, cette détention est inacceptable. Elle estime que « l'emprisonnement d'un journaliste pour ce qu'il dit ou écrit est inacceptable dans une démocratie », en ajoutant que Kežarovski devrait être libéré immédiatement.

Le soir du verdict, un fourgon de police est venu chercher Tomislav Kežarovski à son domicile pour l'emmener à la prison de Šutka, provoquant la stupéfaction du journaliste et de ses proches. Au lendemain de l'incarcération, l'avocat Filip Medarski a annoncé que la « quête de justice » de l'accusé allait se poursuivre. Filip Medarski va réclamer la révision extraordinaire du jugement devant la Cour suprême, afin d'épuiser tous les recours en Macédoine, puis déposer un recours auprès de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg.

Ce mardi midi, l'Association des journalistes et l'Union indépendante des journalistes de Macédoine appelaient un nouveau rassemblement devant la Cour d'appel pour dénoncer cet « acharnement » contre Tomislav Kežarovski.



Rassemblement de mardi midi